

J'ai dit que ce problème, ce dernier problème, serait résolu et je dis au monde entier qu'il sera résolu de telle façon que le Commonwealth des nations britanniques résistera à toutes les tentatives faites en vue de le briser. Si donc un dictateur quelconque a conçu l'idée que le Commonwealth britannique sera démembré, il fonde son projet sur une fausseté absolue.

Aucun texte de loi, aucune résolution ne pourrait résister à l'opinion publique. Ce qui compte en réalité, c'est l'attitude que le Canada adopterait en cas de guerre, avec ou sans mesure législative. Les Canadiens d'une région de notre pays pourraient-ils obliger les autres Canadiens à rester neutres et à prendre les mesures nécessaires pour protéger leur neutralité même contre l'Angleterre?

Certains journaux ont reproché au premier ministre d'avoir dit que si Londres était bombardée il ne doutait aucunement de la décision que prendrait le Canada. N'avait-il pas raison? Je possède une certaine expérience dans ces questions, j'ai passé de nombreuses années au Parlement, j'ai connu toutes sortes de situations, et bien peu nombreux sont, à mon avis, ceux qui comprennent mieux que moi la mentalité et les sentiments de leurs compatriotes de toutes les régions du Canada. Ces journalistes ne connaissent pas la situation s'ils croient que le sentiment populaire ne se soulèverait pas immédiatement en tempête, au Canada, au point de forcer le gouvernement, quel qu'il soit, à intervenir dans ce cas. A quoi bon fermer les yeux en face de l'impitoyable réalité? Je suis prêt à aller dans chaque ville de ma propre province demander à mes compatriotes s'il en est un seul parmi eux qui puisse nier la justesse de ce raisonnement.

Je désire maintenant faire appel à mes concitoyens des autres provinces et leur demander de bien comprendre les sentiments, la mentalité et la façon de voir des Canadiens-Français du Québec. Ces derniers envisagent les choses d'une manière tout à fait différente. Ils n'ont qu'une patrie, qu'un foyer. En quittant le Canada, aucun d'eux ne dirait qu'il s'en va chez lui. Naturellement, il faut avoir beaucoup de modération et de force de caractère pour tolérer et comprendre ceux qui n'ont ni la même mentalité ni les mêmes sentiments que soi. En politique, il est toujours sage de se montrer magnanime; la mesquinerie d'esprit est incompatible avec la grandeur d'une nation. Je citerai ce que déclarait il y a quelque temps M. E. J. Tarr, K.C., de Winnipeg, dans une allocution sur le Canada. Je ne dirai pas qu'il a raison, mais il y a du vrai dans ce qu'il dit. Voici ses paroles:

[Le très hon. M. Lapointe.]

La loyauté des Canadiens-Français est circonscrite dans un cadre trop étroit, tandis que celle de plusieurs Anglo-Canadiens a trop d'extension.

S'il en est ainsi, ne pouvons-nous pas montrer de part et d'autre de la tolérance à l'égard des opinions de nos concitoyens de race différente? Ils n'ont pas tous la même mentalité. On ne pourrait trouver un seul Canadien-Français du Québec à qui l'idée viendrait d'aller terminer ses jours outre-mer. Je ne songe pas à blâmer ceux de mes concitoyens qui le font, je ne mentionne la chose que pour signaler la différence de mentalité et de sentiment.

Dans un livre récemment paru, le professeur F. R. Scott déclare que les relations entre Canadiens-Français et Anglo-Canadiens prendront une importance exceptionnelle dans tout effort tendant à réaliser une unité d'aspirations. Les deux grandes races doivent coopérer à résoudre les problèmes nationaux; autrement il n'y a pas de solution possible.

J'aborde maintenant un sujet délicat. Les Canadiens-Français ne conviendront jamais qu'un gouvernement, quel qu'il soit, ait le droit de leur imposer le service militaire outre-mer. Telle était mon opinion en 1917, et elle est restée la même. Je suis persuadé que la conscription fut alors une erreur d'une ampleur effroyable et que nous récoltons encore les tristes résultats de cette politique malheureuse. J'ai entendu avec plaisir mon honorable ami le chef de l'opposition (M. Mannon) dire hier, comme je le savais d'ailleurs, que le résultat n'a pas justifié le pays d'avoir couru ce risque, puisque, en fin de compte, bien peu de conscrits parvinrent jusqu'aux tranchées, au cours de la guerre. Tout le monde devrait se rallier à la doctrine que je viens d'exposer. Le meilleur moyen de collaborer, le moyen le plus efficace, n'est pas celui qui diviserait notre pays, qui le déchirerait.

Nous ne sommes pas les seuls de cet avis. L'Australie s'est toujours opposée à la conscription; l'Afrique-du-Sud ne l'imposera jamais, non plus que l'Irlande. Je crois être fidèle à ma conception de l'unité canadienne en affirmant que je combattrai toujours cette politique; que je ne ferais pas partie d'un gouvernement qui l'adopterait; bien plus, pleinement conscient de ma responsabilité envers la population du Canada, j'affirme que je combattrais tout gouvernement qui mettrait la conscription en vigueur.

Je partage l'avis exprimé hier par le premier ministre et par le chef de l'opposition, avis que M. Bruce, de l'Australie, a aussi fait sien, c'est-à-dire que le temps est passé d'envoyer des corps expéditionnaires, et que nous ne prendrions pas le bon moyen d'aider